

Après la désignation de Ségolène Royal, la désignation des rôles¹

Ségolène Royal plébiscitée, ses rivaux tentent de faire contre mauvaise fortune, bon cœur. Mais on attend toujours son programme. A gauche du PS, pas question d'une candidature unique. La droite s'engueule. Et Le Pen triomphe.

"Je suis pour Ségolène Royal parce que « elle incarne une nouvelle façon de la politique. » C'est Daniel Cohn-Bendit qui le dit. Alors... De la part d'un ex-mao leueur de pavé en 1968 et reconverti depuis au social-verdisme-libéralisme après avoir parcouru tous les positionnements politiques au point de voter régulièrement avec la droite au Parlement européen, d'avoir dit « oui » à la constitution européenne libérale et épuisé presque tout le spectre idéologique, nous voilà rassuré. Ségolène, c'est le renouveau.

Certes, c'est par un quasi-plébiscite des militants qu'elle a été propulsée championne officielle du PS. Le PS a donc trouvé un chef de file dont la légitimité est indéniable. Reste le plus dur, et dont peu des gens parlent : articuler la campagne pour gagner la présidentielle contre la droite, entre la part de liberté de la candidate socialiste, la direction du PS qui, voici quelques mois a pondu un laborieux projet politique et, surtout, les aspirations du peuple. En clair, comment garder à la fois le contact direct avec les citoyens - dans une démarche volontiers gaullienne – « Je vous ai compris » - qui a bien réussi à la candidate dans la précampagne interne, sans s'affranchir du parti – et les colleurs d'affiche - tout en restant libre et faire et dire ce qu'elle voudra..

Et le social ?

En attendant, une femme est pour la première fois, en mesure d'accéder à l'Elysée. Les raisons du succès de la présidente de la région Poitou-Charentes ? La « fraîcheur » de la candidate qui, en dépit d'un parcours politique engagé au plus haut depuis des décennies ne semble pas comptable des gestions socialistes passées ; sa liberté de ton et de comportement ; des dogmes et rites usés des caciques du PS. Surtout, au-dessus de la foire d'empoigne, une vraie possibilité de battre la droite en mai 2007 et d'effacer l'« affront » du 21 avril 2002, où Lionel Jospin avait été éliminé dès le premier tour. Il n'en a pas fallu plus gommer temporairement les divergences politiques au prix de curieux ralliements.

Et demain ? Les adhérents socialistes dans leur diversité ont également exprimé un très fort désir de renouvellement, qui semble largement reproduire, au-delà de la gauche, l'attente des Français. Ségolène Royal a bâti sa popularité sur son style, son éloignement avec la vieille maison socialiste, celle de Jaurès, puis de Blum. Mais sur le plan programmatique, c'est toujours la bouteille à encre. Comme l'écrit *Le Monde*, « il faudra que Ségolène Royal, qui s'est illustrée par des positions iconoclastes - sécurité, la carte scolaire, les 35 heures, la démocratie participative -, affine son projet. ' Je resterai moi-même ', a-t-elle assuré. Mais elle va devoir sortir du flou où elle s'est parfois complu, comme sur l'Europe, dix-huit mois après un référendum qui a déchiré le PS. Elle a gagné la bataille socialiste. Il lui incombe désormais de construire un projet pour la France. »²

¹ Analyse parue dans le N° 296 du *Journal du Mardi*, 28 novembre 2006.

² *Le Monde*, le 17 novembre 1966,

De nombreux observateurs notent que le libéralisme ultra est entré dans une phase critique et que ses principes d'action et ses dogmes sont soumis à de virulentes contestations, qu'il est traversé de contradictions très rudes. Par exemple, l'historien et démographe Emmanuel Todd faisait sur France Inter l'analyse implacable suivante : « *Le libre-échange tend à introduire dans la société française, et dans toutes les sociétés, le niveau d'inégalités qui existe à l'échelle du monde.* » En effet, il suffit d'observer que la globalisation économique a tendance à tirer vers le niveau le plus bas des salaires, le niveau le plus médiocre des protections sociales, le niveau le plus pauvre des services publics... d'un continent à l'autre. Tout cela semble bien éloigné des débats internes au PS.

A bien y regarder, les propos, les thèses de Mme Royal, - comme le furent ceux de ses rivaux d'hier - s'adaptent peu ou prou au déplacement du centre de gravité politique et idéologique vers la droite. Qu'est-ce que cette concession par exemple aux thèmes de « l'ordre » ? Sinon battre en retraite et abandonner le terrain à l'adversaire de droite... C'est *L'Humanité* qui notait que « *Après tout, on sait depuis longtemps que « l'ordre » n'est que du désordre devenu invisible... On avait cru comprendre que la direction du Parti socialiste n'avait pas tiré toutes les leçons du 21 avril 2002 et de son désolant spectacle. Il semble qu'elle n'ait pas non plus tiré les leçons du 29 mai 2005, et bien vite passé par pertes et profits la victoire du « non » au référendum.* »³ Et l'on se souvient de ces propos de Lionel Jospin : le 16 septembre 1999, il répondait à propos de milliers de suppressions d'emplois chez Michelin, « *je ne crois pas qu'il faut tout attendre de l'État ou du gouvernement* » ; le 21 février 2002, il assurait, « *le projet que je propose au pays, n'est pas un projet socialiste.* » On connaît la suite.

Partage des rôles

Ségolène Royal va poursuivre ses contacts directs avec les Français en donnant aux comités « désirs d'avenir » un rôle accru, tout en restant dans un cadre politiquement sous-tendu par la stratégie de rassemblement dont François Hollande devrait prioritairement se charger. Y compris dans une perspective gouvernementale. Si la gauche gagne les législatives, a-t-il déclaré au Parisien, « *j'appellerai les Verts, les communistes, les radicaux, les amis de Jean-Pierre Chevènement et d'autres encore à gauche à gouverner avec nous. Seule cette union sur la base d'un contrat de gouvernement nous permettra de réussir* » Précisant : Il faut que « *la donne* » gauche-droite « *soit connue.* » Mais il y a un problème quand le populisme risque de prendre le pas sur la transformation sociale, comme pour mieux en étouffer les urgentes exigences.

Dire que « *la politique doit changer* », comme Ségolène « *doit être attentive aux leçons que le peuple donne* », évoquer une politique « *décentralisée et participative* » ? C'est utile. Mais un peu court. « *Elle a apporté des réponses aux couches populaires, mais pas toutes les réponses* », notamment sur *l'économie et les questions sociales* » a relevé le député socialiste Jean-Christophe Cambadélis. Certes, analyser l'atomisation sociale de la France et écouter ce qu'en disent les citoyens pour mieux en sonder la réalité, ne signifie pas nécessairement que l'on sombre dans un populisme échevelé. Mais avec ses « *jurys de citoyens tirés au sort* » pour « *surveiller* » les élus, Ségolène Royal a peut-être mordu le trait. La culture politique française, rectifiée par les Lumières et les conquêtes sociales, a érigé sa propre critique en principe de développement, rappelait opportunément un sociologue. Les propos de Mme Royal, qui semblent épouser mécaniquement les humeurs sondagières doivent-ils pour autant étouffer dans l'œuf toutes les tentatives admirables de démocratie participative déjà mises en oeuvre dans de nombreuses collectivités locales ?

³ *L'Humanité*, le 14 novembre 1996

Est-ce populisme que de revendiquer la co-élaboration et même la co-gestion, jusque dans les entreprises où règne l'ordre capitaliste triomphant ? Évidemment pas. L'ensemble des citoyens doivent désormais pouvoir s'exprimer, à tous les échelons, dans le cadre d'une VIe République refondée sur de nouveaux droits sociaux et participatifs. Sinon à quoi servirait de constater amèrement, mais stérilement, que des pans entiers de la société française se sentent exclus du débat public, en particulier les catégories les plus populaires ?

Déchirements à gauche

Qu'en pense-t-on dans les autres sphères de la gauche qui ont si peu voix au chapitre ? Côté PS, on a peine à faire contre mauvaise fortune bon cœur.

Bien entendu, le cri de guerre, c'est « mobilisation contre la droite. » Mais les mains tendues par Strauss-Kahn, Fabius et les autres reste bien crispées. Et certains craignent une fuite des voix socialistes vers le centre où Bayrou joue indécemment l'ouverture.

Au sein du Parti communiste, où la secrétaire générale Marie-George Buffet a été désignée candidate sur un score stalinien, on se montre fort sévère. Le PCF dit, à la fois, son attachement à la construction du rassemblement antilibéral et affirme que Mme Buffet est la meilleure candidate pour porter ce rassemblement. Il n'en reste pas moins que « *le rassemblement* (créé par le 'non' au projet constitutionnel européen), *s'il rassemble des militants de toutes les sensibilités, n'est pas aujourd'hui à la hauteur de l'enjeu.* » et qu'il reste à « *créer les conditions du rassemblement de tout l'arc de la gauche antilibérale.* » Et encore, histoire d'enfoncer le clou : « *On ne peut dissocier la candidature de l'ambition et du programme. Notre rassemblement a pour objectif de bouger toute la gauche aujourd'hui et pas après-demain.* » Le temps presse

Le Pen s'amuse

Le PC a donc adressé un appel : « *la gauche est face à un choix et un seul qui prenne le problème à la racine et ose s'affronter aux intérêts des puissants... Si la gauche s'entête à reculer devant les réformes françaises, à propulser des politiques qui ont échoué...c'est Le Pen qui en profitera ...et Sarkozy le 'petit Bush' français.* » Aujourd'hui, cela part un peu dans tous les sens. A la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), le « petit facteur » Olivier Besancenot a rejeté à nouveau une candidature unique à gauche du PS destinée à créer un nouveau rapport de force face à la droite. : « *Je ne veux pas servir de caution à une unité de façade où on fait comme si on était tous d'accord et où on s'engueule en coulisses.* » Obsédé par la période de l'ex-« gauche plurielle », il affirme que « *la candidature de M-G Buffet ne sera pas celle de la gauche de la gauche.* » Et il laisse planer des doutes sur sa propre présentation. Quant à José Bové, il a carrément jeté l'éponge.

Et pendant ce temps-là, Chirac joue les juges de paix à droite. Entre les pré-candidats Sarkozy, Villepin et Alliot-Marie. Le conflit a atteint des sommets. Et le climat ne cesse de se dégrader. D'un côté, Sarko évoque l'unité de l'UMP. De l'autre, il se targue de son succès sans faille parmi les militants. Et se présente comme « *une machine à gagner.* » Il dira cette semaine « *ce que je veux faire et ce que je propose.* » Alliot-Marie, en réponse pour ce qui reste du clan Chirac, veut « *enrichir le débat* », au moins pour montrer que les carottes ne sont pas tout à fait cuites.

Au bout du compte, et dans l'ordre actuel des choses, Jean-Marie Le Pen est au plus haut dans les sondages. Il a atteint les scores de la précédente campagne, ceux qui lui avaient permis de se retrouver au second tour.